

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Éditorial de "la lettre de D&S" n°88 - 1 octobre 2011

L'éducation au coeur !

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : lundi 3 octobre 2011

Démocratie & Socialisme

La mobilisation importante des personnels de l'éducation nationale le 27 septembre a rappelé avec force la centralité de la question éducative aujourd'hui. Cette journée de grève, suivie à plus de 50 % par les personnels du primaire et du secondaire, contredit déjà les déclarations de Châtel qui affirme partout que la rentrée scolaire s'est bien passée. L'ancien DRH de l'Oréal a pu tranquillement afficher dans les médias que cette rentrée s'était déroulée sans accroc. Tout va, selon lui, pour le mieux dans le meilleur des mondes. Sur le terrain, on constate un décalage immense entre leur réalité et la nôtre. Sarkozy et ses ministres ont supprimé plus de 70 000 postes dans l'éducation nationale depuis 2007, signant en cela le plus grand plan social du pays.

250 millions de moins pour l'école, 1,8 milliard de plus pour les riches !

Les conditions de travail se dégradent avec des classes qui ferment, des effectifs qui augmentent et des moyens qui diminuent pour faire réussir tous les élèves. Il faut rappeler une évidence, en cette rentrée 2011, le nombre d'élèves augmente alors que le nombre d'enseignants diminue. Ce mouvement de hausse des effectifs ne va pas cesser de sitôt, dans la mesure où la France a aujourd'hui la démographie la plus dynamique d'Europe. Le faux prétexte de la baisse des effectifs ne tient donc plus. Le choix fait par Sarkozy et son gouvernement est clair : casser l'éducation publique, stigmatiser les enseignants avec le prétexte hypocrite de faire des économies. Rappelons sans cesse ce chiffre simple : les suppressions de poste dans l'éducation rapportent 250 millions d'euros, tandis que la baisse de l'impôt sur les grandes fortunes votée par l'UMP coûte 1,8 milliard à l'Etat. Ce chiffre résume à lui seul les priorités de l'actuel gouvernement : tout pour les riches et des miettes pour les autres. L'avenir de milliers de jeunes est sacrifié sur l'autel des profits et de la finance.

Être ambitieux pour redonner tout son souffle à l'école de la République

La précarité continue de se développer avec l'embauche massive de contractuels et de vacataires, sous-payés et corvéables à merci. Les jeunes profs qui viennent de réussir le concours n'ont toujours pas de formation et sont placés désarmés devant leurs classes. La question des salaires des profs, dont l'OCDE vient de rappeler qu'ils sont nettement inférieurs à ceux des enseignants européens, est également centrale pour des milliers d'enseignants. L'attente des milieux éducatifs à l'égard des socialistes et de la gauche est immense. Nous ne pouvons les décevoir. L'éducation sera au coeur des enjeux de la campagne à venir. Les candidats aux primaires ont compris la nécessité de refaire de l'école publique une priorité. Martine Aubry, présente dans la manif du 27, s'est prononcée pour l'arrêt des suppressions de postes, pour le rétablissement d'une véritable formation enseignante et pour la hausse des salaires. C'est un bon point de départ mais nous devons être beaucoup plus ambitieux pour redonner tout son souffle à l'école de la République. Au-delà de l'arrêt des suppressions de postes, nous devons mettre en avant la nécessité d'un plan immédiat de titularisation de tous les précaires, défendre la recréation des 70 000 postes perdus depuis 5 ans et un plan de recrutement pluriannuel, exiger un seuil maximum de 25 élèves par classes en collège et 30 en lycée, prolonger la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans, interdire les heures sup au-delà d'une heure par semaine et proposer une augmentation des salaires de 10 à 20% pour les aligner sur ceux de tous les profs européens. On ne peut laisser planer le doute sur la question du statut et du temps de travail des enseignants réglementés par les décrets de 1950 et il serait suicidaire de ne pas remettre en cause la réforme du lycée, le Livret de compétences au collège et la LRU à l'Université. Ces projets, votés par l'UMP, ouvrent la voie à une marchandisation de l'éducation que nous n'acceptons pas.

Il existe historiquement un pacte entre la gauche et l'école. En ce début de XXI^e siècle, les socialistes doivent

L'éducation au coeur !

(re)faire preuve d'audace pour que l'éducation reste, pour tous, une voie d'émancipation.